

L'EXPRESS

FEUILLE D'AVIS DE NEUCHÂTEL, FONDÉ LE 2 OCTOBRE 1738

Lundi 21 janvier 2008 • www.lexpress.ch • N° 16 • CHF 2.50 / € 1.

Au tour des responsables d'accueil d'exprimer leur réprobation à l'Etat

A peine sorti d'un guépier, le Conseil d'Etat doit maintenant affronter les directrices des structures d'accueil. Elles revendiquent de meilleures conditions de travail. Cortège contestataire avec défilé de bambins pour se faire entendre.

SANTI TEROL

Décidément, le Conseil d'Etat neuchâtelois n'est pas à la fête ces temps-ci. A peine le gouvernement s'est-il ôté une épine du pied en tranchant dans les dossiers de la Haute Ecole Arc et des missions hospitalières, qu'il doit composer avec une nouvelle rébellion. A leur tour, les directrices des structures d'accueil pour la petite enfance se mobilisent pour contester la politique cantonale en la matière. Une rencontre est d'ores et déjà fixée le 4 février entre le chef du Département de la santé et des affaires sociales et l'Association neuchâteloise des directrices d'institutions de la petite enfance (Andipe). Elle sera toutefois précédée, le 29 janvier, d'une mobilisation sous la forme d'«opération escargot» (lire ci-contre). Ceci, afin de sensibiliser les députés au sort de l'initiative populaire «Pour un nombre approprié de structures d'accueil de qualité».

Les récriminations des directrices de crèche tiennent principalement en quatre points. En premier lieu, elles contes-

tent leur horaire de travail qui ne prend pas en compte les tâches de préparation hors de la présence des enfants. «Les normes européennes recommandent de consacrer 10% du temps de travail afin de garantir un accueil de qualité», indique Ester Balz, présidente de l'Andipe. Le passage de 10 à 15 enfants âgés de plus de 4 ans par personne responsable ainsi que la diminution d'un mètre carré (de 4 à 3) d'espace intérieur par enfant sont également largement décriés par l'association, qui «refuse d'assister docilement à un retour en arrière au niveau des acquis au nom des restrictions budgétaire et économique». Ces mesures, estime toujours l'Andipe, conduisent à une moins grande liberté de mouvement et à une augmentation de la nuisance sonore pour le personnel comme pour les enfants.

La qualité de l'encadrement souffrirait également de la volonté arrêtée par l'Etat de sortir des rangs du personnel encadré, le futur titulaire d'un CFC. La première volée de diplômées arrivera sur le marché à la prochaine rentrée scolaire, et Ester Balz craint que des institutions se contentent d'une seule responsable autonome. «Les CFC sont remis après trois ans d'études tandis que les éducatrices suivent une formation supérieure sur six ans», compare-t-elle, en revendiquant: «Nous avons besoin de moyens pour exercer notre métier!» /STE



ESPACE Pour garantir un espace d'accueil suffisant aux enfants qui leur sont confiés (ici, la fête des Promotions du Locle), les directrices d'institutions dénoncent les mesures prises par l'Etat. (ARCHIVES CHRISTIAN GALLEY)

«Les normes européennes recommandent de consacrer 10% du temps de travail afin de garantir un accueil de qualité»

Ester Balz

Cortège mode escargot

Pour le cas où l'un des 115 députés neuchâtelois venait à l'oublier, les directrices de crèche se chargeront de leur rappeler que les élus auront à s'exprimer sur l'initiative cantonale communément appelée «un enfant, une place». Le comité de l'Andipe a prévu de monter à l'assaut du Château pour l'ouverture de la session du 29 janvier, dès 13h10. Cette «opération escargot», à laquelle seront mêlés parents solidaires et marmots contestataires, vise à ralentir les députés se rendant en voiture à la collégiale. L'autre objectif sera d'inviter ces personnalités politiques à passer une journée dans une crèche «afin qu'ils puissent se rendre compte sur le terrain, ce que signifie un accueil collectif en termes de métier et ainsi dépolitiser le débat», écrit l'Andipe. /ste

Bavette pour les députés

Les députés iront-ils se frotter aux réalités quotidiennes du personnel de crèche? L'invitation est diversement appréciée. Jeune papa, le libéral Jacques Besancet n'est pas emballé par l'idée; la disponibilité des mamans de jour lui semble être une bonne alternative. La socialiste Pierrette Erard ne connaît pas la position de son groupe mais elle apprécie que le débat soit lancé et se dit prête à participer à cette journée. Les radicaux aussi doivent prendre position; d'ores et déjà Jean-Bernard Wälti pense que les directrices ont raison de mettre le doigt sur le problème. Si ses enfants lui en laissent le temps, la Verte Marie-France Monnier Douard se prêterait à l'expérience, car la situation l'interpelle. Enfin, l'UDC remercie mais décline l'invitation, car «la sécurité et la santé des enfants ne sont pas en danger», estime Pierre-Alain Storrer. /ste

Garderies

Manif Parents et enfants suivront les directrices des structures d'accueil au Château de Neuchâtel. Manifestation contre la réforme de l'accueil extrafamilial. >>> **PAGE 3**



ARCHIVES DAVID MARCHON